

Mais qu'est-ce qui se passe au Portugal ?

Avertissement:

En résultat de la situation de coalition de gauche qui appuie le gouvernement acharnement, les sources habituelles d'information et d'étude peuvent être maintenant moins fiables.

Ce fait exige plus de temps et de travail pour évaluer l'information, les aspects de la situation et les mesures du gouvernement.

Le budget d'état est conclu il y a 5 jours et il est encore en train d'être corrigé en détail par le parlement. C'était impossible, pour le moment, présenter une analyse rigoureuse des politiques résultantes du plain budgétaire.

Par conséquence cette présentation est très loin d'attendre le rigueur, la profondeur et la synthèse nécessaires.

Austérité au Portugal = Austérité à d'autres pays d'Europe

- Suspension ou annulation de la négociation collective
- réduction des salaires
- travail non payé
- réduction des appuis sociaux (services et subventions)
- accroissement du chômage
- privatisation des services publics
- privatisation des entreprises stratégiques de l'État
- privatisation progressive de la santé et de l'éducation
- réduction des droits et garanties du Travail
- ...

2011-2015 – plus de 50 mesures d'austérité

Salaires et pensions

- **Réductions de salaire des fonctionnaires**
l'équivalent de 2 mois de salaire par année
- **Surtaxe du IR (familles)**
–3,5% du revenu annuel des travailleurs du secteur privé
- **Réductions des pensions (retraite et d'autres)**
l'équivalent de 2 mois de salaire par année
- **Augmentation des contributions des fonctionnaires** pour son fond de pension de retraite
l'équivalent de –14% du salaire brut
- **Augmentation du prix des passes sociales et réduction des subventions**
fin du rabais de 50% accordés aux élèves et aux gens âgés de plus de 65 ans

Fonctionnaires (de l'État)

- **Réduction du nombre de fonctionnaires**
- **Réduction de la valeur payé pour les heures extra**
–50%
- **Élimination de 168 institutions et services publics**

2011-2015 – plus de 50 mesures d'austérité

Travail

- **Réduction de la valeur et des garanties de compensation en cas de licenciement**
- **Réduction de la subvention en cas de maladie**
–45 %
- **Réduction des appuis aux chômeurs**
50 % – parce le temps d'appui était réduit à la moitié
- **Élimination de 4 jours de fête**
= augmentation du temps de travail annuel
- **Réduction des conditions accès et des valeurs du RSI¹**
- **Salaire minimum gelé**
- **Augmentation du nombres d'heures de travail**
en résultat des altérations législatifs et de l'élimination de jours de fête et de jours de vacances
- **Augmentation de l'horaire de travail des fonctionnaires**
il est passé de 35h à 40h/semaine = +15 %

1 RSI = mécanisme d'appui et subvention pour combattre la pauvreté des familles.

2011-2015 – plus de 50 mesures d'austérité

Impôts

- **Réductions des déductions fiscales** pour les travailleurs au IR
- **Réduction de 33 % de la subvention de funéral**
- Réduction de la subvention en cas de mort des membres de famille
- **Augmentations des taxes municipales**
- **Augmentations du TVA**
de 6 à 23 % pour plusieurs biens et services, y compris les restaurants et cafés
- **Aggravation des tables du IR**
- **Taux additionnelle du IR**

2011-2015 – plus de 50 mesures d'austérité

Santé

- **Réduction du budget pour les hôpitaux – moins 200 M€**
- **Réductions des médicaments**
- **Réduction des travailleurs aux hôpitaux – plus de 30 %**
- **Réduction des remboursements aux utilisateurs du SNS**
- **Augmentation des taux modérateurs² au SNS**

Habitation

- **Augmentation des loyers**
en conséquence des altérations de la loi des loyers et d'autres

Transports

- **Augmentation à 20 % du coût des titres de transport public**
- **Réduction de la qualité et de la quantité des transports publics**
- **Privatisations**

2 Selon la Constitution, le service public de santé (SNS) est «tendanciellement gratuit». Dans la réalité, il y a un frais d'utilisation pour ceux qui ont un revenu au dessus du seuil de pauvreté. (explication simplifié)

Données quantitatives : conditions de vie de la population (enquêtes statistiques 2013)

- presque un demi million de travailleurs recevaient le salaire minimum (530 €)
(population active = 5,2 millions)
- 29% des travailleurs touchent moins de 700 €/mois
- population en risque de pauvreté (avant subventions) = 48 %
- richesse liquide médiane des 10% de familles au revenus les plus élevés = 1258 fois la richesse liquide des 20% à plus bas revenu
- environ 75% des familles étaient propriétaires de son habitation principal
- environ 30% des familles avaient des dettes dont la garantie était son appartement
- chômage à octobre 2016 → environ 10 %
(ces chiffres sont toujours assez inférieurs à la réalité)
 - 2015 → 12,4 %
 - 2014 → 13,9 %
 - 2013 → 16,2 %
 - 1991 → 4,1 % (= niveau actuel de Cuba, Taiwan, Cambodge)
- les loyers d'appartement à Lisbonne a augmenté 22% aux derniers 3 ans (moyenne actuel = 1500 €)

Souvenons-nous que ...

Les politiques d'austérité actuelles

étaient initiés par le gouvernement de José Sócrates, du PS, en 2005-2011

La négociation du Memorandum avec la Troïka

était faite par le gouvernement PS à 2011. Suivit de démission et entrée du gouvernement du PSD+PP

L'application du Memorandum avec la Troïka

était sous la responsabilité du gouvernement de Passos Coelho, PSD+PP

Les alliances historiques du PS

- Jamais, au cours de ses 42 ans de vie, le PS a fait une alliance formel à sa gauche
- Les alliances du PS pour faire le gouvernement étaient toujours avec le PSD et le PP

à quoi consistent les accords de gauche qui soutiennent le gouvernement du PS ?

Plus de 50 engagements négociés entre

- PS
- BE (Bloco)
- PC
- PEV (Verts)
- PAN (parti des animaux et de la nature)

Le gouvernement actuel est de la responsabilité exclusive du PS

- Les partis de la coalition ne participe pas au gouvernement
 - mais ils s'engagent à appuyer le Gouvernement à condition qu'aucun des points d'accord négociés ne soit violé

Principal stratégie de la coalition

- Empêcher la droite de reprendre le gouvernement
Cela signifie protéger le Gouvernement à n'importe quel prix, chaque fois qu'il y aie le risque que les propositions du Gouvernement soient défaites au Parlement

points d'accord à gauche

revenu

Salaire minimum

2009 = 450 €
2010 = 475 €
2011 = 485 €
2015 = 505 €
2016 = 530 € ✓

Salaire minimum futur

2017 = 557 €
2018 = 580 €
2019 = 600 €

Fonctionnaires publics

- Fin des réductions et des impôts spéciales pour les fonctionnaires jusqu'à la fin de 2016 ✓
- fin des réductions des pensions de retraite pendant 2016 ✗
- fin du gel des carrières professionnelles jusqu'à la fin de 2017

pensions

Augmentation annuel des pensions

(indexées au PIB ?)

(gelées depuis 2010; perte accumulé de pouvoir d'achat = 8 %)

- **+ 10 €** ✓ !

mais les pensions de survie (misérables) ne sont pas augmentées !

points d'accord à gauche

appui social aux revenus

Compenser les travailleurs qui ont les salaires les plus bas


- Créant un Complément salarial annuel
il semble que cela signifie subventionner les sociétés avec les impôts et contributions payés par les travailleurs !

droits du Travail

Lois du travail, conditions de travail

- Renforcer l'inspection du travail
- Réduire les nombre de contrats à terme
- Corriger la situation des travailleurs indépendants (out-sourcing)

Corriger la situation des travailleurs sans contrat

- Réduire le taux de contribution de ces travailleurs (à présent ils payent comme travailleurs et comme patrons – c'est exactement ça l'avantage du out-sourcing) 

points d'accord à gauche

droits du Travail

Remettre les jours de fête abrogés par le gouvernement précédant ✓

Élimination progressif du travail précaire ⓘ

Contrats collectifs

- Débloquer la négociation collectif des fonctionnaires ✓
- Encourager le secteur privé à faire de même

points d'accord à gauche

droits du Travail

Remettre les 35 h de travail / semaine des fonctionnaires ✓

(le gouvernement antérieur avait augmenté de 35 à 40 h)

Élimination progressif du travail précaire ⓘ

Contrats collectifs

- Débloquer la négociation collectif des fonctionnaires ✓
- Encourager le secteur privé à faire de même

privatisations

Fin de la vague de privatisations ✓

- Les privatisations qui étaient déjà faites restent debout !

Le gouvernement antérieur a privatisé :

- EDP (société de production d'électricité) (100 %)
- REN (société de chemins de fer) (100 %)
- Galp (société de transformation de combustibles fossiles) (100 %)
- CTT (postes) (100 %)
- ANA (aéroports) (100 %)
- Fidelidade (société d'assurances) (85 %)
- TAP (compagnie aérienne) (61 %)

Encaisse total: 9600 M€ = le double de ce que la Troïka avait exigé

points d'accord à gauche

autorités municipales

Altérations du système électoral aux zones métropolitaines

pour le rendre plus démocratique

Abrogation des projets de privatisation des transports publics des zones métropolitaines ✓

Les transports qui étaient déjà privatisés reste comme ça !

dans ces conditions, je ne vois pas comment sera-t-il possible accomplir un autre accord : rendre les transports publics plus efficaces, coordonnés et suffisants !

points d'accord à gauche

santé

Abrogation du taux d'utilisation appliqué à l'interruption volontaire de grossesse ✓ 😊

remettre de nombreux aspects de la loi progressiste pour l'interruption volontaire de la grossesse ✓

Réduction des taux d'utilisation du SNS ✓

Renfort et amélioration de l'offre de SNS

Augmentation des cadres de travailleurs


Faciliter l'accès aux médicaments pour les malades chroniques

Augmenter la quota de marché des médicaments génériques jusqu'aux 30 %

points d'accord à gauche

éducation

Améliorer la qualité de l'éducation

- Réduire le nombre d'élèves par classe
- Améliorer la situation de ceux qui travaillent à l'école 

Introduire l'éducation universel pour l'âge de 3 à 5 ans

Mais, puisque il n'y a pas encore un réseau national public de jardins d'enfance, cela revient surtout au bénéfice des écoles privés !

Après ça, l'éducation devient obligatoire et universel jusqu'au 12° degré scolaire (= 3 à 18 ans)

Distribution gratuite des livres scolaires

Mais ils continuent à être fabriqués par les éditeurs privés !

points d'accord à gauche

environnement

Protéger la nature et éviter la perte de biodiversité ⓘ 😊

eau

Arrêter le procès de privatisation de l'eau

À condition que cela n'implique pas des compensations lourdes payables par l'État

Appliquer des tarifs sociales pour l'eau

Pour protéger les familles les plus pauvres

Nouveau système de calcul du prix de l'eau pour l'irrigation

points d'accord à gauche

transports

Promouvoir des transports publics suffisants et de qualité ✘

- Les transports publics portugais se trouvent dans une situation chaotique, après plus de 20 ans de politiques néolibérales appliqués par les gouvernements PS, PSD, PP
- Il n'y a pas un projet intégré et je ne sais pas si ce problème a été discuté par la coalition de gauche

Impôts

Rendre le IR (familles) plus progressif ⓘ

Améliorer les déductions aux impôts sur les bas revenus ⓘ

Réduire ou éliminer les impôts (IR, ...) sur les revenus les plus bas ⓘ

Refaire les impôts sur le patrimoine (y inclus l'habitation de la famille taxé) ✓

- L'impôt sur la propriété de l'habitation a augmenté, y inclus pour les «ex-prolétaires» ; ors, ils ont été obligés de l'acheter, s'endettant à la banque, parce que les grands propriétaires avaient bloqué les loyers et il y avait des dizaines de milliers de maisons vides !
- cela signifie que les partis de gauche, suivant une tradition qui vient déjà de 1950, abdiquent définitivement du droit universel à l'habitation et appuient indirectement la banque³ !
- IMI progressif 😊 ✓ ⓘ

3 Aucun parti portugais a jamais proposé une politique d'habitation. La seule proposition acceptable qu'on a vu depuis un siècle était présentée par un mouvement social en 1978 : il s'agissait de créer un SNH (service national d'habitation) ; cette organisation à l'époque a été immédiatement capturé par le PC et on a jamais plus entendu parler de SNH. Pendant les années 1980 le problème de l'habitation est «résolu» au bénéfice de la banque, avec l'introduction du crédit aux prolétaires, basé sur la saisie des salaires futures.

points d'accord à gauche

Impôts

Réductions et exemptions de IR (sociétés) !

- Les partis de gauche ont accepté des arguments économicistes (croissance, ...) et spéculatifs pour la création de nouvelles sociétés et des postes de travail

Prohibition de saisie de l'habitation de famille au cas de dettes fiscales ou à la banque

points d'accord à gauche

SS (sécurité sociale)

Augmenter le taux contributif des sociétés avec des indices de précarité élevés ⓘ

Élargir aux bénéficiaires des sociétés la base de calcul de la contribution des employeurs pour la SS 😊 ⓘ

Transférer une part de la recette des impôts sur le patrimoine pour les fonds de la SS

Augmentation de certaines subventions aux familles pauvres et aux familles monoparentales ⓘ

Examiner quelques critères de gestion du fonds de pensions⁴ ⓘ

4 Le Fond de stabilisation de la SS (FEFSS) était créé en 1989, avec la règle suivante : 50 % ou plus du portefeuille d'actifs devrait être investi en dette publique. Cette quota était stable pendant des années. En 2013 le ministre des Finances, Vítor Gaspar, change la loi : le FEFSS doit investir jusqu'à 90 % de son portefeuille sur la dette souveraine. Cette quota était atteinte pendant le consulat de Passos Coelho. Cela signifie que les fonds de contribution des travailleurs sont maintenant des otages de la dette publique.

Bilan politique et les mouvements sociaux

- **Les mouvements sociaux sont pratiquement gelés.**
- Les négociations collectives ont été reprises, mais
 - les deux principales centrales syndicales (contrôlés par le PC et le PS) freinent les menaces de conflit.
- **Du point de vue politique, le PS a repris toute l'initiative politique**
 - Les partis de gauche sont des otages de la stratégie d'appui au Gouvernement, même s'ils n'y participent pas
 - et ils ne peuvent pas proposer des nouvelles mesures qui n'étaient pas négociés au début de la formation de la coalition
- La revendication est alors réduite à quelques aspects économiques, et quand même à condition que ça ne génère pas des situations problématiques pour la stratégie budgétaire de ce gouvernement
 - il y a un blocage évident à toute proposition de transformation de la société
- On a vu beaucoup de menaces provenant de la UE et il y a des indices de résistance du Gouvernement, mais :
 - c'est difficile d'évaluer si elles (les menaces et la résistance) sont réelles ou s'il s'agit simplement des épisodes du spectacle de la politique
 - dette publique : la campagne récente pour la restructuration de la dette été supporté par le ministre des Finances à un premier moment, mais il l'abandonne face à l'opposition terminant de l'Eurogroupe
 - ces derniers 5 jours les institutions européennes ont suspendu la menace de sanctions
 - plusieurs programmes du gouvernement PS dépendent entièrement des fonds européens

En somme, la coalition de gauche peut être vue comme un Pacte Social, selon le modèle classique de Matignon.

Des changements drastiques dans la structure économique

- La structure économique portugaise a souffert aux derniers 15 ans des changements drastiques qui ont des conséquences importantes pour la population
- certains secteurs économiques qui avaient une importance majeure deviennent secondaires
- Toutes les politiques des autorités publiques visent maintenant
 - **favoriser le tourisme et l'exploitation commerciale de la culture pour touriste consommer**
 - ce qui provoque une explosion de la valeur spéculative des habitations et une nouvelle crise d'habitation pour la population résidente
 - le détournement d'énormes quantités de recette vers des travaux publics qui n'intéressent point à la population
 - la fermeture massive du petit commerce local et de la production de proximité
 - un changement drastique et accéléré de la culture quotidienne
 - favoriser les campagnes militaires en consonance avec la UE
 - supporter et favoriser la banque, les industries des communications et du pétrole
 - préparer l'exploitation commerciale et technologique de la mer
- ...